

N° 5243⁶**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2004-2005

**PROJET DE REGLEMENT
GRAND-DUCAL****relatif à la détermination des risques et à la classification
des préparations dangereuses**

* * *

AVIS DE LA CONFERENCE DES PRESIDENTS

(13.1.2005)

Le projet de règlement grand-ducal a été déposé le 19 novembre 2004 à la Chambre des Députés par le Ministre aux Relations avec le Parlement à la demande du Ministre du Travail et de l'Emploi.

Un exposé des motifs et le commentaire des articles étaient joints au texte du projet de règlement grand-ducal.

L'article 3 du projet de loi relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses prévoit que la détermination des risques et des principes généraux de classification des préparations peuvent être définis par règlement grand-ducal. Le projet précise les conditions de détermination des risques concernant les propriétés physico-chimiques, les dangers pour la santé et pour l'environnement. La classification des préparations dangereuses se fait en fonction des risques que présentent ces produits.

Il fixe des critères de classification des préparations dangereuses en classes de risques et précise les informations concernant les préparations, les risques et les conseils de prudence qui doivent figurer sur l'étiquetage.

La base légale est constituée par la loi relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses.

La Chambre des Députés a été saisie de l'avis du Conseil d'Etat du 7 décembre 2004 qui fait les observations suivantes:

Pour ce qui est du préambule, l'avis de la Chambre d'agriculture se trouve énoncé au préambule. Le Conseil d'Etat n'en a pas connaissance au moment de ses délibérations. S'il ne devait pas avoir été émis au moment de la signature du règlement sous avis, il y aurait lieu de modifier le visa afférent et de marquer: „La Chambre d'agriculture demandée en son avis;“.

En outre, l'énumération des ministres-rapporteurs est à rédiger comme suit, compte tenu de la suppression à l'endroit de l'énumération du ministre de la Justice, ce dernier n'étant pas concerné par le règlement en projet:

„Sur le rapport de Notre Ministre du Travail et de l'Emploi, de Notre Ministre de l'Environnement, de Notre Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et de Notre Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et après délibération du Gouvernement en conseil;“.

Dispositif

Le Conseil d'Etat constate que les auteurs du projet se réfèrent à maintes reprises à la loi du 15 juin 1994, sans autre précision. Il estime qu'il conviendrait de se référer à ladite loi, au moins lors de la première citation, par son intitulé complet, à savoir „loi modifiée du 15 juin 1994

– relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses

- modifiant la loi du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l’emploi de certaines substances et préparations dangereuses“,

quitte à prévoir lors de cette première citation une formule du genre:

„loi modifiée du 15 juin 1994

- relative à la classification, l’emballage et l’étiquetage des substances dangereuses
- modifiant la loi du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l’emploi de certaines substances et préparations dangereuses, ci-après dénommée „loi modifiée du 15 juin 1994“.

Article 1er

Le paragraphe 1er reprend en son alinéa 1 simplement le texte de l’alinéa 1 du paragraphe 1er de l’article 3 du projet de loi et il renvoie en son alinéa 2 aux dispositions des articles 3, 4 et 5 du même article 3.

Il s’agit donc d’une disposition superfétatoire et le Conseil d’Etat propose de supprimer ce paragraphe 1er.

Le paragraphe 2 (1er selon le Conseil d’Etat) renvoie dans ses tirets 2 et 4 à ELINCS. Le Conseil d’Etat ne comprend pas cette abréviation qui n’est définie ni dans le projet de loi ni dans le texte sous examen.

S’il devait cependant s’agir de „EINECS“ (European Inventory of Existing Commercial Chemical Substances), il y a lieu de corriger l’abréviation. En tout cas, il y a lieu de la définir.

Le Conseil d’Etat rend en tout état de cause attentif au fait que l’EINECS constitue un inventaire non publié, donc difficilement accessible. Il renvoie dans ce contexte aux observations y afférentes dans son avis du 24 novembre 1998 relatif au projet de loi concernant l’accréditation, la certification et la normalisation (doc. parl. No 4206²).

Compte tenu de la suppression proposée du paragraphe 1er, le paragraphe 3 deviendra le paragraphe 2. Son texte ne donne pas lieu à observation.

Article 2

Le texte de cet article renvoie tout comme le deuxième alinéa du paragraphe 1er de l’article 1er aux dispositions de la loi de base.

Il est superfétatoire et il est donc à supprimer.

Article 3 (2 selon le Conseil d’Etat)

Le Conseil d’Etat propose de supprimer au paragraphe 1er le deuxième emploi de l’adjectif „physico-chimiques“ dans la même phrase. Il y a lieu de lire „... de ces propriétés de la préparation nécessaires ...“.

En outre, il y a lieu de remplacer au premier tiret du paragraphe 2 le mot peut par peu.

Article 6 (5 selon le Conseil d’Etat)

L’indication des membres du Gouvernement chargés de l’exécution du règlement sous revue est à adapter selon les rectifications proposées par le Conseil d’Etat à l’endroit du préambule.

La Chambre des Députés a encore été saisie des avis de la Chambre des Métiers du 12 décembre 2003, de la Chambre de Travail du 12 décembre 2003, de la Chambre de Commerce du 12 janvier 2004, de la Chambre des Métiers du 2 février 2004. Les chambres en question donnent leur accord.

La Conférence des Présidents donne son assentiment au projet de règlement grand-ducal sous réserve des observations du Conseil d'Etat.

Luxembourg, le 13 janvier 2005

Le Secrétaire général,
Claude FRIESEISEN

Le Président de la Chambre des Députés,
Lucien WEILER

